

La perception et le rôle de l'Université de Kinshasa par la population des quartiers périphériques Cogelos et Tchad

Léon de SAINT
MOULIN, Jésuite.
Professeur émérite et
Membre du CEPAS.
desaintmoulinl@
gmail.com

Nous remercions
ceux qui ont accueilli
les étudiants et ont
accepté de répondre à
leurs questions. Les 25
étudiants de 2^e graduat
qui les ont réalisées
sont les suivants. Sauf
indication contraire,
ils sont jésuites :
Emmanuel Agyapong,
Blanchard Binga
(pasteur), Sr Amandine
Bolongo, Dieu Merci
Chiza, Jean-Marie
Cimanga cpcr, Christian
Dino ssp, Philippe
Emily ccm, Eric Inana,
Norbert Kabukapua,
Kol Kanban, Pascale
Libe, Dieudonné
Limbaya ccm,
Anatole Makanzu,
Stephane Mbaya,
Masiala Kumlbw ccm,
Abraham Mehizan cn,
Emery Mfutila, Pierre
Mputu, Emmanuel
Ngemi ccm, Urbain
Ngwanga cpcr,
Yves Nitu, Modeste
Noudjikouambaye,
Christian Ntsolani,
Hervé Tshimanga cpcr,
Zelo ssp.

Une histoire de l'université Lovanium est en cours d'édition. Elle est de la main d'un de ses anciens professeurs, Romain Yakemtchouk, et fait suite au volume de Guy Malengreau, *L'université Lovanium des origines lointaines à 1960* ⁽¹⁾. J'ai été associé à la préparation de son édition, car le texte laissé par feu Romain Yakemtchouk appelait encore une finalisation que l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer de Belgique m'a demandé d'assurer. A cette occasion, j'ai été confronté aux observations souvent pertinentes et stimulantes, mais très critiques de Benoît Verhaegen sur l'université Lovanium. Il mentionne notamment les résultats d'enquêtes menées auprès des étudiants : « A la question de savoir quelle est la finalité principale de l'université, 55 % des étudiants répondent que c'est de former des chercheurs et seulement 25 % mentionnent la préparation professionnelle. Une autre question posée aux finalistes concernait les problèmes et difficultés les plus importantes rencontrées pendant les études universitaires [qui se faisaient alors dans des conditions privilégiées] : 60 % se plaignent du manque de matériel scientifique et seulement 10 % des logements insuffisants et 5 % de la mauvaise nourriture » ⁽²⁾.

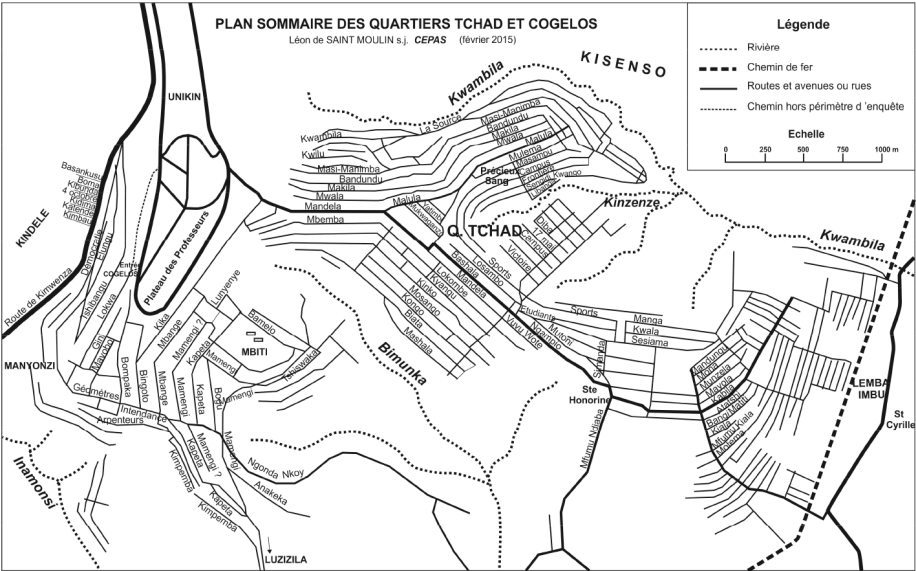
Ce type de réflexion m'a poussé à organiser, du 2 mars au 9 avril 2013, dans le cadre du cours d'analyse sociale que j'assure à la Faculté de philosophie St Pierre Canisius de Kimwenza, une enquête sur la perception et le rôle de l'université de Kinshasa dans les quartiers périphériques de l'université.

1 Guy MALENGREAU, *L'université Lovanium des origines lointaines à 1960*, Kinshasa, Editions Universitaires Africaines, 2008. Le même texte également été publié dans Isidore NDAYWEL à Nziem (éd.), *Les années Lovanium. La première université francophone d'Afrique subsaharienne*, tome 1, Collection Congo-Meuse, vol. 10, Pais, L'Harmattan, p. 93-245, sous l'en-tête « Guy MALENGREAU, *Lovanium. Du Centre universitaire à Kisantu à l'Université de Kimwenza* ».

2 B. VERHAEGEN, *L'enseignement universitaire au Zaïre. De Lovanium à l'Unaza 1958-1978*, Paris-Bruxelles-Kisangani, L'Harmattan-Cedaf-Cride, 1978, p. 187.

Le site des enquêtes

Les quartiers dans lesquels les enquêtes ont été réalisées sont situés à l'extrémité sud de l'université (quartiers Cogelos et Mbiti) et au sud-est (quartier Tchad). Ils sont relativement récents et comportent un lotissement organisé par l'université au sud du plateau des résidents dans les années 1980, le quartier Cogelos. Mais la grande majorité est faite de quartiers « spontanés » d'auto-construction : le plateau qui sépare la concession de l'université du couvent des Sœurs de Mbiti et l'habitat qui s'est développé plus à l'est de part et d'autre de l'ancienne route de la zootechnie (avenue Mandela, qui devient Ngampio, puis Kabila). Il est en voie de relier le plateau de l'université à l'habitat de la vallée de la Ndjili (quartier Lemba Imbu -Riffart-), au sud de la rivière Kwambila.



Carte des quartiers étudiés

Le tableau suivant des équipements en eau et électricité est établi sur base des 500 parcelles visitées. Il indique que seulement un quart des parcelles ont l'électricité et que la desserte en eau n'y atteint que 10 % des parcelles.

T1 Equipements en %

Etat matrimonial	Hommes	Femmes	Ensemble
Avec électricité	27,6	25,8	26,8
Sans électricité	72,4	74,2	73,2
Avec eau de la Regideso	11,4	8,5	10,0
Sans raccordement à l'eau	88,6	91,5	90,0

La proportion des propriétaires est, comme dans la plupart des quartiers d'auto-construction, proche de 50 %. Celle des locataires est de 28,2 %. Les autres personnes sont logées à divers titres, de parenté ou de service rendu, par exemple en tant que gardien.

T2 Titre d'occupation en %

Titres du chef de ménage	Hommes	Femmes	Ensemble
Propriétaire	45,1	48,7	46,8
Locataire	31,8	24,2	28,2
"Logé"	23,1	26,7	24,8
Indéterminé	0,0	0,4	0,2

La méthodologie de nos enquêtes a été maintes fois exposée. Elle consiste à répartir les rues de la zone d'enquête entre les étudiants et à leur imposer, après un inventaire rapide du nombre de parcelles habitées, de n'interroger qu'une personne par parcelle, en les répartissant systématiquement dans l'ensemble de l'espace qui leur est attribué. Les personnes interrogées devaient ensuite être choisies selon les quotas par sexe et par âge établis d'après la structure de la population de Kinshasa dans le recensement scientifique de 1984.

1. La population atteinte

La répartition des personnes interrogées par sexe et par âges n'est pas une information, car elle résulte des quotas imposés aux étudiants. Le tableau suivant montre seulement que ces quotas ont dans l'ensemble été respectés. Le groupe le plus âgé (45 ans et plus) est cependant légèrement sous-représenté, suite à la définition en nombres entiers des quotas indiqués à chaque enquêteur.

T1 Répartition des personnes interrogées par sexe et par âges (en %)

ENQUÊTE			RECENSEMENT 1984	
Âges	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
17-24	35,2	39,8	33,6	39,6
25-34	32,2	33,5	30,9	31,2
35-44	18,6	16,1	17,8	15,3
45-74	14,0	10,6	17,7	13,9
Total				
N=100 %	264	236		
%/sexe	52,8	47,2	52,6	47,4

Les autres éléments d'identité sont en principe représentatifs de l'ensemble de la population adulte des quartiers étudiés ⁽³⁾.

T2 Territoires de naissance en %

Provinces et anciens districts	Hommes	Femmes	Ensemble
Kinshasa	45,1	42,8	44,0
Bas-Congo	5,3	6,8	6,0
Kwango	5,3	4,2	4,8
Kwilu et Kikwit	12,5	9,3	11,0
Mai-Ndombe et ville de Bandundu	4,5	7,2	5,8
Equateur	3,0	3,8	3,4
Prov. Orientale, Kivu et Maniema	6,4	6,8	6,6
Katanga	4,2	3,0	3,6
Kasai Occidental et Kasai Oriental	13,3	14,4	13,8
Indéterminés	0,4	1,7	1,0

Le pourcentage de personnes de la population adulte nées à Kinshasa est légèrement plus faible que dans l'ensemble de la ville. La province la moins représentée parmi les immigrés est l'Equateur (3,4 %). Le Kwilu et le Kasai sont les lieux de naissance les plus fréquents des immigrés (11,0 et 13,8 %). Les immigrés venant des provinces les plus éloignées ont en général un niveau socioéconomique relativement élevé, car ils n'auraient pas pu se déplacer de si loin s'ils n'avaient disposé d'un certain capital. Il apparaît ainsi que les quartiers étudiés, tout en étant modestes, accueillent aussi des gens qui s'y installent avec l'espoir de les voir se développer et de pouvoir y vivre heureux. Ils ont en effet l'avantage d'être proches de l'université.

T3 Etat matrimonial en %

Etat matrimonial	Hommes	Femmes	Ensemble
Célibataires	56,1	51,3	53,8
Mariés	43,6	45,8	44,6
Veufs	0,4	2,1	1,2
Divorcés	0,0	0,4	0,2
Indéterminés	0,0	0,4	0,2

3 On trouve les caractéristiques enregistrées dans une dizaine d'enquêtes semblables depuis une vingtaine d'années dans L. de SAINT MOULIN, *Kinshasa, Enracinements historiques et horizons culturels*, Cahiers africains n° 79, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique Centrale - Paris, L'Harmattan, 2012, 358 p.

La répartition par état matrimonial montre que la population est faite de jeunes : il n'y a à peu près aucun veuf ni divorcé. Il y a cependant un peu plus de mariés que dans l'ensemble de la ville en 2002.

T4 Niveaux d'études en %

Niveaux	Hommes	Femmes	Ensemble
Sans instruction	0,0	0,9	0,4
Ecole primaire	7,6	11,4	9,4
Secondaire incomplet	23,9	28,8	26,2
Diplôme d'Etat	27,6	32,6	30,0
Supérieur sans diplôme	14,8	9,3	12,2
Gradués	15,1	11,0	13,2
Licenciés (et doctorats)	11,0	5,1	8,2
Indéterminés	0,0	0,9	0,4

Le pourcentage d'hommes et de femmes ayant un diplôme d'Etat est respectivement de 68,7 et 58,0 %, ce qui est sensiblement au-dessus de la moyenne de la ville en 2002 (48,9 et 33,7 %).

T5 Occupations en %

Catégories	Hommes	Femmes	Ensemble
Sans emploi	15,9	30,5	22,8
Dirigeants	3,4	0,4	2,0
Employés	17,1	10,2	13,8
Commerçants	8,7	22,0	25,0
Emplois manuels	27,3	11,0	19,6
Etudiants	27,6	24,6	26,2
Indéterminés	0,0	1,3	0,6

Le pourcentage d'étudiants parmi les personnes de 17 ans et plus n'est guère différent de celui de l'ensemble de la ville en 2002 : (26,2 % contre 24,9 en 2002 -26,7 pour les hommes et 22,9 pour les femmes). Les dirigeants, qui comportent les Professeurs, sont peu nombreux et presque tous hommes. Les employés sont par contre 17,1 % pour les hommes et 10,2 pour les femmes, contre 8,6 et 4,2 %. Les femmes commerçantes sont aussi nombreuses (22,0 %, contre 13,4 dans l'enquête de 2002). La proportion des emplois manuels est aussi particulièrement favorable (27,3 % pour les hommes et 11,0 pour les femmes, contre 7,8 et 3,8 % en 2002). Le pourcentage des sans emploi est dès lors réduit 15,9 et 30,5 pour les sexes masculin et féminin, contre 35,8 et 53,8 pour l'ensemble de la ville en 2002).

T6 Religions en %

Religion	Hommes	Femmes	Ensemble
Sans religion	0,8	0,4	0,6
Catholiques	43,6	32,6	38,4
Protestants (ECC)	15,9	17,0	16,4
Kimbanguistes	1,9	4,7	3,2
Eglises chrétiennes indépendantes	31,0	41,1	35,8
Eglises non chrétiennes	1,1	2,5	1,8
Islam	3,8	0,4	2,2
Indéterminés	1,9	1,3	1,6

Dans les religions déclarées, les catholiques ont la place la plus large parmi les hommes, mais les femmes sont plus nombreuses dans les Eglises indépendantes. L'islam reste minoritaire, mais il atteint 3,8 % des hommes, ce qui est un chiffre supérieur à celui que nous avons trouvé dans la plupart de nos précédentes enquêtes. Les Kimbanguistes et les Eglises non chrétiennes comme les Brahnam et les Bahai sont tout à fait minoritaires.

2. Analyse des réponses reçues aux questions

Les étudiants disposaient d'une traduction des questions en lingala, mais les réponses ont été indiquées sur les formulaires rédigés en français. Chaque personne interrogée était invitée à marquer d'une croix la réponse qui correspondait le mieux à son opinion parmi celles qui étaient proposées.

Les questions sont reproduites ici avec leur numéro dans le questionnaire. Nous présenterons tout d'abord les réponses reçues aux question de simple perception, puis celles qui impliquent une appréciation et enfin celles qui éclairent le système de valeurs des personnes interrogées. Pour chacune, le commentaire indique, après l'analyse générale, les différences significatives qui existent entre les réponses de diverses catégories sociales. Les différences très significatives sont indiquées par deux astérisques, les différences simplement significatives par un astérisque ⁽⁴⁾. On a systématiquement comparé les réponses des catégories suivantes :

264 hommes et 236 femmes	269 célibataires et 230 non célibataires
318 diplômés d'état et 180 sans D.E.,	134 ayant l'électricité et 366 sans élec.
131 encore scolarisés et 369 non ou plus	131 encore scolarisés et 252 ayant un emploi.

4 La formule utilisée pour apprécier ce caractère significatif d'une différence a été maintes fois indiquée dans la revue, notamment dans le numéro 457 de septembre 2013, p. 509.

a. Questions de perception

Nous présentons d'abord les questions 4 et 5, qui sont sans doute les plus générales et les moins personnalisées, puis la troisième.

4. Pourquoi les jeunes vont-ils surtout à l'université ?	%
a. pour s'y développer dans un milieu plus ouvert	16,0
b. pour mieux comprendre les problèmes de la vie et contribuer à les résoudre	23,8
c. pour augmenter leurs chances de réussite dans la vie	39,0
d. pour s'y former au contact d'autres jeunes	5,4
e. pour y être formés par des professeurs qualifiés	15,8

L'item c est le plus retenu dans les réponses à cette question : « *pour augmenter leurs chances de réussite dans la vie* » (39,0 %). On peut en outre lui associer l'item b « *pour mieux comprendre les problèmes de la vie et contribuer à les résoudre* » (23,8 %). Plus de 60 % des personnes interrogées considèrent donc l'université du point de vue des étudiants qui y cherchent une voie de promotion. Deux autres items évoquent de façon plus concrètes les qualités attendues de l'université : « *pour s'y développer dans un milieu plus ouvert* » (16,0 %) et « *pour y être formés par des professeurs qualifiés* » (15,8 %). Le souci de « *s'y former au contact d'autres jeunes* » est à peine retenu (5,4 %).

Il n'y a que très peu de différences significatives dans les réponses à cette question. Ceux qui ont comme contact principal avec l'université d'y être étudiant ou d'y avoir un proche étudiant choisissent plus que les autres l'item c (40,9* contre 28,5 %). De même les plus jeunes (moins de 35 ans) plus que les plus âgés (42,0* contre 31,8 %). L'item b, qui explicite davantage le sens de la vie, est par contre davantage retenu par les non catholiques que par les catholiques (26,9* contre 18,8 %). On verra que l'opinion des catholiques est à diverses reprises particulièrement critique à l'égard de l'université de Kinshasa.

5. Pour vous, quel est le rôle de l'université de Kinshasa ?	%
a. elle délivre des diplômes qui valorisent celui qui les reçoit	24,2
b. elle sert à sélectionner les dirigeants de demain	29,6
c. elle est un centre de services (cliniques ...) et de recherches pour la nation	16,4
d. elle est un instrument de la souveraineté nationale	9,6
e. elle est une source de revenus pour ceux qui la dirigent ou y travaillent	20,0
indéterminés	0,2

L'item b « *elle sert à sélectionner les dirigeants de demain* » est le plus retenu, mais seulement par 29,6 % des personnes interrogées. Il exprime le rôle de reproduction de la société joué par un enseignement qui semble légitimer la sélection et les privilèges des dirigeants. Dans l'enquête menée en 2010 dans

les homes de l'université de Kinshasa, nous avons fait remarquer le caractère idéologique de cette légitimation, dans la mesure où «les étudiants issus des trois quarts de la population les moins favorisés ne sont au mieux que 25 % de l'ensemble des étudiants» (5). L'item a «*elle délivre des diplômes qui valorisent celui qui les reçoit*» est choisi par 24,2 % des répondants. Il exprime, dans une certaine mesure, la même compréhension, sans le vocabulaire de sélection des dirigeants. Les deux ensemble définissent une opinion dominante (53,8 %), qui est celle de plus de la moitié des personnes d'une société. Mais il faut sans doute y voir aussi une opinion qui apparaîtra encore dans l'analyse des réponses à la question suivante, que l'université sert davantage la promotion des individus que celle du pays. Cette lecture a été exprimée par Femi Osofam, dramaturge du Nigeria, dans un discours à la Faculté des lettres de l'Université d'Ibadan : « Nous nous sommes surtout préoccupés de produire des diplômés, alors que nous aurions dû nous attacher à former des *citoyens*, des hommes et des femmes capables de diriger le char de l'Etat et d'orienter nos aspirations collectives vers un idéal » (6).

L'item d, minoritaire, «*elle est un instrument de la souveraineté nationale*» propose encore une fonction très générale de l'université (9,6 %), mais les deux autres items tendent à la réduire aux services particuliers qu'elle rend à ceux qui peuvent en bénéficier : «*elle est une source de revenus pour ceux qui la dirigent ou y travaillent*» (item e 20,0 %) et «*elle est un centre de services (cliniques ...) et de recherches pour la nation*» (item c 16,4 %). Il n'est pas possible de préciser le poids que peut avoir eu dans le dernier item la mention de la recherche pour la nation, mais le peu de voix qui lui a été accordé suffit à indiquer que ce n'est pas l'idée de la recherche pour la nation qui définit l'université pour la population interrogée.

L'item e, considérant l'université comme une source de revenus est moins choisi par les scolarisés (y compris les étudiants) que par ceux qui ne le sont plus (13,7* contre 22,2 %), par les célibataires que par ceux qui ne le sont plus (16,4* contre 24,3 %), par ceux qui sont nés à Kinshasa que par les immigrés (15,5* contre 23,6 %) et davantage par ceux qui se sont déclarés personnellement en rapport avec l'université que par ceux qui n'ont avec elle que des contacts indirects (27,7** contre 16,5 %). Toutes ces catégories cherchent sans doute davantage un revenu dans le milieu du campus qu'à y poursuivre des études.

5 Cf. L. de SAINT MOULIN, «La perception des 50 ans d'indépendance et de l'avenir de la RD Congo par les étudiants de l'Université de Kinshasa», dans *Congo-Afrique* (2011) n° 451, p. 14-15.

6 Femi OSOFISAN, «Les «humanités» contribuent-elles à l'humanisation ?», dans *Politique africaine*, vol. 100, déc. 2005-janv. 2006, p 169.

3. Que pensez-vous des propositions suivantes ?

	Vrai	Faux	Douteux
a. l'Unikin est une force de développement pour la RD Congo	79,0	14,2	6,8
b. l'Unikin n'est plus un haut lieu de savoir et de recherche	43,8	44,2	12,0
c. l'Unikin forme au sens des responsabilités	71,4	20,8	7,8
d. c'est l'autonomie de Lovanium qui faisait sa force avant sa nationalisation en 1971	63,8	18,8	17,4
e. l'Unikin vise plus la promotion des individus que celle du pays	56,2	32,8	11,0

La réponse « douteux » est en fait une réponse indéterminée, qui évite à la personne interrogée de se prononcer. Il y a toujours plus d'indéterminés quand on offre explicitement cette possibilité. Les propositions présentées n'ont cependant guère embarrassé : le pourcentage de réponses « douteux » ne dépasse qu'une fois 12 %.

Il y a un large consensus pour affirmer les deux propositions : « *l'Unikin est une force de développement pour la RD Congo* » (79,0 %) et « *l'Unikin forme au sens des responsabilités* » (71,4 %). Une troisième recueille encore 63,8 % d'avis favorables : « *c'est l'autonomie de Lovanium qui faisait sa force avant sa nationalisation en 1971* », mais c'est l'item qui a suscité le plus de réponses indéterminées (17,4 %), notamment parce que beaucoup ignoraient l'histoire de Lovanium. La dernière proposition « *l'Unikin vise plus la promotion des individus que celle du pays* » est aussi acceptée par une majorité des personnes interrogées (56,2 %), mais un tiers (32,8 %) l'ont rejetée. L'item b « *l'Unikin n'est plus un haut lieu de savoir et de recherche* » est le seul qui fait manifestement l'objet d'un débat indécis : à peu près autant le disent vrai et faux (43,8 et 44,2 %), avec 12 % d'indéterminés.

Il existe plusieurs différences significatives à propos de tous les items. Le premier, qui considère l'Unikin comme une force de développement, est davantage approuvé par les étudiants (87,0** contre 76,2 %) et par les célibataires que par les autres (82,5* contre 74,8 %), c'est-à-dire par ceux qui tiennent à valoriser l'institution dans laquelle ils mettent leur espoir. L'item c, qui voit l'Unikin comme un lieu de formation au sens des responsabilités, est davantage retenu par les non catholiques (75,0* contre 65,6 %) et les femmes (75,8* contre 67,4 %) que par les autres. L'attitude critique des catholiques vis-à-vis de l'université de Kinshasa apparaît encore à propos de l'item e « *l'Unikin vise plus la promotion des individus que celle du pays* », qui est davantage retenu par les catholiques (62,0* contre 52,6 %). L'item d, sur l'autonomie de Lovanium, est davantage approuvé par les plus âgés que par les moins de 35 ans (75,0** contre 59,1 %) et par ceux qui ne sont plus célibataires que par les célibataires (72,2** contre 56,9 %), c'est-à-dire sans doute par ceux qui ont une meilleure connaissance de Lovanium. La grave affirmation de l'item b que « *l'Unikin n'est*

plus un haut lieu de savoir et de recherche » est particulièrement soutenue par ceux qui n'ont pas de diplôme d'Etat (50,6* contre 40,3 % parmi les diplômés) et rejeté par ceux qui ont l'électricité dans leur parcelle (53,7* contre 40,7 %). Ce sont ainsi des économiquement faibles, qui ne peuvent rien attendre de l'université, qui se montrent les plus critiques à son égard.

Questions d'appréciation

Il y avait déjà des éléments d'appréciations dans les réponses à la question 3 que nous venons d'analyser. Nous les développons davantage ici en examinant les réponses aux questions 1 et 2, puis 6 et 8.

1. Comment percevez-vous l'université de Kinshasa aujourd'hui ?	%
a. un lieu où l'on consolide l'unité nationale	8,4
b. un lieu de développement des idées nouvelles	21,2
c. un lieu de formation des dirigeants de demain	46,4
d. un lieu où se creusent les différences sociales	5,0
e. un foyer de corruption et de fraude	18,6
indéterminés	0,4

Une des caractéristiques des réponses reçues à cette enquête est qu'il n'y a que peu de questions auxquelles il existe une réponse dominante, c'est-à-dire qui recueille plus de 50 % des choix. Cela tient pour une part à la complexité des problèmes étudiés, mais cela résulte aussi du caractère peu homogène de la population interrogée. On y trouve des étudiants et des salariés de l'université, y compris des professeurs, mais aussi beaucoup d'économiquement faibles, qui profitent des opportunités du campus mais qui n'ont pas de contacts tant soit peu approfondis avec l'université.

L'item le plus retenu est que l'université est « *un lieu de formation des dirigeants de demain* » (46,4 %). Deux autres réponses sont aussi une appréciation positive de l'université : « *un lieu de développement des idées nouvelles* » (21,2 %) ou « *un lieu où l'on consolide l'unité nationale* » (8,4 %). Ces opinions sont celles de 76 % des personnes interrogées. Près d'un quart a cependant une appréciation négative de l'université : « *un foyer de corruption et de fraude* » (18,6 %) ou « *un lieu où se creusent les différences sociales* » (5,0 %). Cette dernière appréciation, que nous considérons comme le reproche le plus radical, est à peine retenue dans le milieu interrogé et il n'y a aucune catégorie sociale qui présente une différence significative par rapport à la moyenne à son propos. Il n'y a d'ailleurs aussi que très peu de différences significatives pour les autres items. Les scolarisés affirment plus que ceux qui ne le sont plus et qui n'ont pas d'emploi que l'université est « *un lieu de formation des dirigeants de demain* » (52,7* contre 38,6 %), valorisant ainsi leurs propres espoirs. Ceux qui habitent dans une parcelle ayant

l'électricité dénoncent par contre davantage la corruption et la fraude (item e : 25,4* contre 16,1 %) et semblent moins préoccupés de l'unité nationale (item a : 3,7** contre 10,1 %). On a déjà vu et on verra encore d'autres réponses où les économiquement forts sont ceux qui soutiennent le plus l'université, tout en étant critiques sur son mode de fonctionnement et sans avoir de position qui les montreraient particulièrement soucieux de la promotion du pays.

2. A qui profite surtout l'université de Kinshasa ?	%
a. aux dirigeants du pays	29,0
b. aux entreprises	3,2
c. à la population	18,0
d. à ceux qui y ont un emploi	16,4
e. aux étudiants	33,2
indéterminés	0,2

Ici encore, il n'y a pas de réponse dominante. Il y a par contre une sorte de rejet de l'item b : *l'université profite surtout « aux entreprises »*. Plus de 95 % des personnes interrogées rejettent cette affirmation. Cela montre le peu de place des entreprises dans l'opinion publique des quartiers étudiés. Les réponses les plus retenues sont « aux étudiants » (33,2 %) et « aux dirigeants du pays » (29,0 %). Deux autres catégories viennent ensuite à un niveau sensiblement inférieur : « à la population » (18,0 %) et « à ceux qui y ont un emploi » (16,4 %).

Les scolarisés affirment plus que les autres que l'université profite surtout aux étudiants (40,5* contre 30,6 %) et moins que ceux qui ne le sont plus qu'elle profite surtout à ceux qui y ont un emploi (9,9** contre 18,7 %), chacun valorisant ses propres intérêts. Les plus jeunes (moins de 35 ans) choisissent davantage l'item c « à la population » (20,5* contre 12,2 %). De même les scolarisés par rapport à ceux qui ne le sont plus et qui n'ont pas d'emploi (22,1* contre 12,3 %). Cela invite à les créditer d'une certaine dose d'idéal national, quoiqu'il n'y ait pas d'indication plus forte en ce sens.

6. L'université de Kinshasa contribue-t-elle au développement du pays ?	%
a. oui, parce qu'elle développe les compétences nationales	44,2
b. oui, parce qu'elle est un lieu de promotion des jeunes	18,8
c. non, parce qu'elle contribue au maintien des injustices sociales	10,0
d. non, parce qu'elle forme des chômeurs	18,6
e. non, parce qu'elle ne forme pas au travail efficace	7,6
indéterminés	0,8

Ici encore, la réponse la plus retenue ne recueille que 44,2 % des choix. Elle attribue la contribution de l'université au développement en ce « *qu'elle développe les compétences nationales* ». Une autre réponse a également un caractère positif : « *elle est un lieu de promotion des jeunes* » (18,8 %). L'opinion positive à l'égard de l'Unikin est donc dominante (63 %). Les opinions négatives invoquent surtout « *qu'elle forme des chômeurs* » (18,6 %) et « *qu'elle contribue au maintien des injustices sociales* » (10,0 %). Une minorité dénonce aussi « *qu'elle ne forme pas au travail efficace* » (7,6 %).

On ne s'étonnera pas que ceux qui ne sont plus scolarisés soulignent plus que les autres que l'université forme des chômeurs (20,6* contre 13,0 %). C'est une logique semblable qui explique sans doute que ceux qui vivent dans des parcelles avec l'électricité estiment moins que les autres que l'université est un lieu de promotion des jeunes (11,2** contre 21,6 %).

Les catégories sociales qui ont une opinion positive supérieure à la moyenne (63 %) quant à l'apport de l'Unikin au développement (items a et b) sont les étudiants (68,7 %), ceux qui sont nés à Kinshasa (66,8 %), les célibataires (66,2 %) et ceux qui ont un diplôme d'Etat (65,1 %). Ce sont des catégories qui s'identifient d'une certaine façon à l'Unikin ou qui y perçoivent pour elles-mêmes un espoir de promotion.

La dernière question de cette section est plus pratique :

8. QUE FAUDRAIT-IL FAIRE POUR RENDRE L'UNIVERSITE DE KINSHASA PLUS UTILE ?

a. renforcer son budget	16,4
b. exiger plus de discipline	36,0
c. former à l'étude des problèmes du Congo plutôt qu'apprendre la science des autres	13,0
d. développer le dialogue entre les professeurs et les étudiants	13,8
e. créer plus d'emplois dans la société	20,4
indéterminés	0,4

Il n'y a pas de réponse simple à cette question et on ne peut s'étonner que les réponses soient dispersées. *Un regain de discipline* (item b) est la solution la plus retenue (36,0 %). D'autres propositions concernent aussi le fonctionnement de l'université : « *développer le dialogue entre les professeurs et les étudiants* » (item d 13,8 %) et « *former à l'étude des problèmes du Congo plutôt qu'apprendre la science des autres* » (item c 13,0 %). Les deux autres items se situent au niveau plus global d'une transformation de la société : « *créer plus d'emplois dans la société* » (item e 20,4 %) et « *renforcer le budget de l'université* », ce qui supposerait une autre gestion des finances publiques (item a 16,4 %). Il apparaît ainsi que 36,8 %, soit un peu plus que ceux qui proposent un regain de la discipline estiment

que les changements qu'on peut apporter dans l'organisation de l'université ne produiront pas les effets attendus sans transformation concomitante du système social actuel.

Les hommes choisissent plus que les femmes l'item c « *former à l'étude des problèmes du Congo plutôt qu'apprendre la science des autres* » (15,9* contre 9,7 %), alors que les femmes retiennent davantage l'item d « *développer le dialogue entre les professeurs et les étudiants* » (17,4* contre 10,6 %). Cela correspond à l'image traditionnelle qui considère que l'homme est plus rationnel et la femme plus émotive, mais les différences portent sur des choix mineurs et n'ont guère trouvé d'autres points d'expression dans nos interviews. Les diplômés d'Etat choisissent aussi davantage que les autres de valoriser l'étude des problèmes du Congo (item c 15,4* contre 8,9 %) et de même l'item a *renforcer le budget de l'Unikin* (18,9* contre 12,2 %), mais moins l'item e « *créer plus d'emplois dans la société* » (17,6* contre 25,6 %). Ils nous semblent ainsi revendiquer une place plus large pour l'université dans la société qu'une véritable transformation de la société. Aucune catégorie sociale ne s'écarte significativement de la moyenne par une demande plus forte d'un changement de société (items a et e).

On aura remarqué que les différences significatives que nous avons relevées jusqu'à présent dans les réponses aux questions de perception et d'appréciation ne sont pas des oppositions dures : ce sont les mêmes items qui reçoivent le plus ou le moins de choix dans toutes les catégories sociales. Les facteurs de variation des opinions, auxquels nous prêtons une attention systématique, ne peuvent empêcher de voir qu'une conscience sociale kinoise existe. Cette conscience comporte un certain pluralisme, mais hiérarchisé de façon relativement stable.

c) Questions concernant les valeurs

Il serait maladroit de demander directement aux personnes interrogées quelles sont les valeurs les plus importantes à leurs yeux. Elles ne sont en effet pas totalement conscientes. C'est donc par questions indirectes que nous les abordons dans les questions 7, 9 et 10

7. Quelle est la principale faiblesse de l'université de Kinshasa ?	%
a. les études sont inadéquates par rapport aux problèmes de la société	10,4
b. les professeurs sont irréguliers et ne font pas de recherches	13,8
c. les auditoires et les homes sont surpeuplés	21,6
d. la mauvaise gestion	40,4
e. il y a trop d'échecs	12,6
indéterminés	1,2

C'est à cette question que le pourcentage de réponses indéterminées est le plus élevé (1,2 %). Cela reste négligeable, mais cela indique que la question a embarrassé plus que d'autres. La première faiblesse dénoncée est « *la mauvaise gestion* » (item d 40,4 %). Elle est suivie de dénonciations plus spécifiques au niveau du *surpeuplement des auditoires* (item c 21,6 %) et à charge des enseignants : l'item b « *les professeurs sont irréguliers et ne font pas de recherche* » (13,8 %) et l'item a « *les études sont inadéquates par rapport aux problèmes de la société* » (10,4 %). Un dernier élément n'est qu'un indice du faible rendement de l'Unikin : l'item e « *il y a trop d'échecs* » (12,6 %). La bonne gestion est la valeur fondamentale qui s'exprime dans les réponses reçues.

La mauvaise gestion est davantage dénoncée par ceux qui ne sont plus scolarisés (43,1* contre 32,8 %), par les non célibataires (47,0** contre 34,9 %), par les plus âgés (35 ans et plus : 49,3** contre 36,6 %) que par les autres. Elle l'est aussi par ceux qui ont un emploi plus que par ceux qui n'en ont pas et ne sont plus scolarisés (47,2* contre 35,1 %). Il s'agit toujours de catégories ayant de la maturité et des responsabilités. Ce sont de même ceux qui ont un emploi (14,7** contre 6,1 %) et ceux qui ne sont plus scolarisés (11,9* contre 6,1 %) qui dénoncent surtout l'inadéquation des études par rapport aux problèmes de société. Ceux qui habitent dans des parcelles sans électricité ont plus que les autres choisi l'item e « *il y a trop d'échecs* » (14,8** contre 6,7 %), sans doute parce que leur situation les conduit à des résultats particulièrement faibles.

9. Qu'est-ce qui contribue le plus à la réussite d'un étudiant à l'université de Kinshasa ?	%
a. le travail régulier	36,0
b. la qualité des professeurs	21,2
c. les travaux pratiques et l'expérience	13,8
d. les ressources et l'équipement dont on dispose	13,2
e. le niveau atteint à la fin des études secondaires	15,2
indéterminés	0,6

Comme élément qui contribue le plus à la réussite d'un étudiant à l'Unikin, le pourcentage le plus élevé de choix a porté sur l'item a « *le travail régulier* » (36,0 %), puis sur l'item b « *la qualité des professeurs* » (21,2 %). Les autres valeurs retenues se trouvent à un niveau nettement inférieur : « *le niveau atteint à la fin des études secondaires* » (item e 15,2 %), « *les travaux pratiques et l'expérience* » (item c 13,8 %) et « *les ressources et l'équipement dont on dispose* » (item d 13,2 %).

Le niveau atteint à la fin du secondaire est moins valorisé par les scolarisés que par ceux qui ne le sont plus (9,2* contre 17,3 %), qu'ils aient un emploi (16,3 %) ou qu'ils n'en aient pas (19,3 %). Il y a sans doute beaucoup d'étudiants dont le niveau du diplôme d'Etat était modeste, mais qui espèrent néanmoins réussir à se promouvoir par le passage à l'Unikin. La qualité des

professeurs est surtout souhaitée par les femmes (25,8* contre 17,0 %), les travaux pratiques et l'expérience par les diplômés d'Etat (16,0* contre 10,0 %). Le travail régulier l'est à la fois par ceux qui ont l'électricité dans leur parcelle (47,0** contre 32,0 %) et par les célibataires (40,5* contre 30,4 %). Les différences proviennent pour une part de la position sociale (avoir l'électricité, un diplôme d'Etat ou être célibataire), qui définit les possibilités ouvertes à chacun, et par les modèles culturels qui y sont associés. Chaque personne valorise davantage ce qui peut la valoriser elle-même ou lui éviter de se condamner ou de condamner ceux qu'elle aime (ses enfants pour une Maman).

10. SOUHAITEZ-VOUS ... ?	OUI	NON	INDECIS
a. que vos enfants puissent étudier à l'université de Kinshasa	74,8	19,8	5,4
b. que l'université de Kinshasa soit à nouveau privatisée	38,4	51,6	10,0
c. que les inscriptions à l'Unikin soient davantage sélectionnées	75,2	18,8	6,0
d. que les professeurs irréguliers ou improductifs soient remerciés	81,6	14,0	4,4
e. que la fraude et la corruption soient davantage sanctionnées	92,0	5,2	2,8

La dernière question, comme la troisième, ne comporte que deux réponses possibles, oui ou non, à cinq propositions différentes. La réponse « indécis » est en effet une réponse indéterminée. Mais comme la question est émotive « Souhaitez-vous ...? », le pourcentage de telles réponses est plus faible qu'à la question 3.

Le souhait le plus général est « *que la fraude et la corruption soient davantage sanctionnées* » (92,0 %), suivi par « *que les professeurs irréguliers ou improductifs soient remerciés* » (81,6 %). Le souhait est moins large pour « *que les inscriptions à l'Unikin soient davantage sélectionnées* » (75,2 %) et pour « *que vos enfants puissent étudier à l'université de Kinshasa* » (74,8). La majorité ne souhaite par ailleurs pas « *que l'université de Kinshasa soit à nouveau privatisée* » (51,6 % y sont opposés). Ces souhaits expriment une valorisation de l'université. Ils expriment aussi la reconnaissance qu'elle appelle plus de rigueur, mais une proportion de l'ordre de 25 % laisse clairement percevoir qu'elle ne souhaite pas devoir elle-même faire les frais de cette rigueur. L'image de Lovanium n'est enfin pas suffisamment positive pour que la majorité soit prête à accepter la reprivatisation de l'université de Kinshasa.

Les femmes (avec 83,1** contre 67,4 %), ceux qui n'ont pas de diplôme d'Etat (avec 82,2** contre 70,4 %) et ceux dont les contacts avec l'université sont surtout pour des raisons d'activité, et non d'études, (avec 81,0* contre 70,0 %) souhaitent plus que les autres que leurs enfants puissent étudier à l'université de Kinshasa. Il y a sans doute dans les catégories opposées de nombreuses personnes insatisfaites des études universitaires qu'elles ont pu faire ou connaître.

Ceux qui disposent de l'électricité dans leur parcelle souhaitent plus que les autres que les inscriptions à l'Unikin soient davantage sélectionnées (85,8** contre 71,3 %), sans doute parce qu'ils se considèrent comme victimes de l'encombrement causé par des étudiants travaillant dans des conditions peu propices à la réussite. Ils souhaitent aussi davantage que les professeurs irréguliers ou improductifs soient remerciés (87,3* contre 79,5 %) et que la fraude et la corruption soient davantage sanctionnées (95,5* contre 90,7 %). Ils expriment ainsi le sentiment que cette nouvelle rigueur sera largement à leur avantage.

Conclusion

Une première conclusion de nos enquêtes est que, pour la population de la périphérie du campus, l'université de Kinshasa est essentiellement un lieu de formation, qui constitue pour les jeunes un espoir de promotion et de sélection parmi les dirigeants. La recherche n'est pas perçue comme une valeur en elle-même et c'est un des éléments qui expliquent que peu de diplômés s'y consacrent après la fin de leurs études. Cette opinion remonte d'une certaine façon aux débuts de l'université, car bien des travaux imposés aux étudiants n'avaient effectivement qu'une valeur de formation, parce qu'ils portaient sur des sujets n'ayant que peu de rapports avec le milieu de vie. Le programmes des cours de Lovanium visait à satisfaire aux conditions exigées dans le monde occidental et, jusqu'en 1963, il était approuvé par un Conseil d'administration, puis par un Conseil académique supérieur qui siégeait à Louvain (?).

Une deuxième conclusion des nos analyses est que le rôle de l'université de Kinshasa dans la vie nationale est aussi très faiblement valorisé dans l'opinion publique des quartiers qui ont fait l'objet de l'enquête. Peu de voix ont été portées sur des items tels que *l'université de Kinshasa est un lieu où l'on consolide l'unité nationale* (Q1 8,4 %), *l'université est un instrument de la souveraineté nationale* (Q5 9,6 %), *les études sont inadéquates par rapport aux problèmes de la société* (Q7 10,4 %). Une majorité de 56,2 % a au contraire reconnu que *l'Unikin vise plus la promotion des individus que celle du pays* (Q3). Il nous semble qu'il y a là une faiblesse fondamentale de notre université : elle s'est peu affirmée en tant que telle dans la vie nationale, elle s'est peu « vendue » en tant que bureau d'études ou centre d'expertise. Pendant les deux années où j'ai exercé les fonctions de recteur de l'université de Kinshasa, personne ne m'a jamais demandé de lui fournir une compétence déterminée ou si je pouvais lui former dans un certain délai une équipe de spécialistes dans un domaine spécifique. Il faut cependant ajouter que le questionnaire ne permettait guère de formuler une

7 Romain YAKEMTCHOUK, *L'université Lovanium (1954-1971). L'action éducative de l'Université Catholique de Louvain en Afrique centrale*, Bruxelles, ARSOM (en préparation), chapitre 5.

appréciation des services rendus par l'université à la population, notamment aux cliniques universitaires et par ses publications ou les conférences et ateliers qu'elle organise.

L'analyse des différences significatives entre diverses catégories sociales a, quant à elle, montré que les opinions les plus positives à l'égard de l'université de Kinshasa émanent des milieux qui se valorisent eux-mêmes en exprimant cette opinion : les étudiants (les scolarisés), les jeunes (17-34 ans) et les célibataires plutôt que ceux qui ont terminé leurs études, les plus âgés et les mariés (non célibataires). L'opposition (relative) qui existe entre ces catégories résulte à la fois d'une différence de position sociale et de modèles culturels des milieux sociaux qu'elles constituent. Habiter une parcelle avec ou sans électricité est ainsi apparu comme une variable qui entraîne une série de différences d'opinions qui ne se réduisent pas à une appréciation plus ou moins positive de l'université, mais à une manière différente de se situer par rapport aux autres, à la sélection des inscriptions, au travail régulier, à l'irrégularité des professeurs, aux échecs, à l'importance de l'étude des problèmes du Congo. Comme dans toutes les enquêtes précédentes, avoir un diplôme d'Etat ou ne pas l'avoir est aussi apparu comme un facteur important de variation des opinions, mais avec des accents inattendus : ce sont les sans diplôme d'Etat qui ont le plus affirmé que l'université est un lieu où l'on consolide l'unité nationale, que le meilleur moyen pour rendre l'université de Kinshasa plus utile est de créer plus d'emplois dans la société et que l'Unikin n'est plus un haut lieu de savoir et de recherche. Ils n'ont en effet aucun intérêt à valoriser l'université et ne sont guère en position d'en percevoir les valeurs.

Au total, c'est une vision plutôt individualiste de l'homme qui sous-tend le regard de la population sur l'université de Kinshasa. L'absence d'opinion dominante dans les réponses reçues à la plupart des questions exprime en outre que le contrôle social est relativement faible sur la vision que chacun a de l'université. Cela peut contribuer à expliquer qu'il n'y ait que peu de différences significatives entre les opinions des hommes et des femmes interrogés et qu'il y ait une opinion particulièrement critique à l'égard de l'université de Kinshasa parmi les catholiques. Ces aspects inattendus des résultats de nos enquêtes nous semblent, par ailleurs, un indice du sérieux avec lequel elles ont été réalisées. Nous en félicitons et nous en remercions les étudiants autant que les personnes qui les ont accueillis. ■